

## EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

### DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

DÉPARTEMENT DE LA CHARENTE-MARITIME  
COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION  
DE LA ROCHELLE

#### Séance du 29 septembre 2022

Le Conseil communautaire de la CdA de La Rochelle, convoqué le 23 septembre 2022, s'est réuni le 29 septembre dans la salle dédiée au bâtiment Vaucanson à Périgny.

Sous la présidence de M. Jean-François FOUNTAINE, Président,

**Membres présents** : M. Antoine GRAU, Mme Séverine LACOSTE, M. Roger GERVAIS, M. Gérard BLANCHARD, M. Alain DRAPEAU, Mme Sylvie GUERRY-GAZEAU, M. Vincent COPPOLANI, M. Jean-Luc ALGAY, M. Bertrand AYRAL, M. Guillaume KRABAL, Mme Mathilde ROUSSEL, Mme Marie LIGONNIERE (jusqu'à la 20<sup>ème</sup> question) et M. Vincent DEMESTER Vice-présidents ;

M. David BAUDON, M. Christophe BERTAUD, M. Patrick BOUFFET, Mme Katherine CHIPOFF (à la 1<sup>ère</sup> question puis à compter de la 3<sup>ème</sup> question en tant que Conseillère déléguée), M. Thibaut GUIRAUD (jusqu'à la 38<sup>ème</sup> question), Mme Catherine LEONIDAS, M. Tony LOISEL, M. Marc MAIGNÉ, Mme Marie-Gabrielle NASSIVET, M. Jean-Pierre NIVET, M. Didier ROBLIN, M. Pascal SABOURIN, et M. Paul-Roland VINCENT Conseillers délégués ;

Mme Elyette BEAUDEAU, Mme Dorothée BERGER, M. Sébastien BEROT, Mme Catherine BORDEWOHMANN, M. Gérard-François BOURNET, Mme Josée BROSSARD, M. Jean-Claude COSSET, Mme Séverine COURTOIS suppléante de Mme Viviane COTTREAU-GONZALEZ, M. Franck COUPEAU, M. Pascal DAUNIT, Mme Amaël DENIS (jusqu'à la 19<sup>ème</sup> question), M. Yves DLUBAK, Mme Evelyne FERRAND, M. Pierre GALERNEAU, M. Patrick GIAT, M. Dominique GUÉGO (jusqu'à la 19<sup>ème</sup> question), M. Didier LARELLE, M. Régis LEBAS, Mme Frédérique LETELLIER (jusqu'à la 38<sup>ème</sup> question), Mme Martine MADELAINE, Mme Françoise MÉNÈS (de la 5<sup>ème</sup> à la 38<sup>ème</sup> question), Mme Line MEODE, Mme Chantal MURAT, M. Patrick PHILBERT, M. Olivier PRENTOUT, M. Michel RAPHEL, Mme Martine RENAUD (jusqu'à la 38<sup>ème</sup> question), Mme Jocelyne ROCHETEAU (jusqu'à la 38<sup>ème</sup> question), M. Jean-Marc SOUBESTE (jusqu'à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Eugénie TÊTENOIRE, M. Michel TILLAUD, M. Thierry TOUGERON, Mme Marie-Céline VERGNOLLE et Mme Chantal VETTER, Conseillers communautaires.

#### **Membres absents excusés** :

Mme Marylise FLEURET-PAGNOUX (pouvoir à M. Christophe BERTAUD), M. Stéphane VILLAIN (pouvoir à M. Jean-Luc ALGAY) et Mme Marie LIGONNIERE (pouvoir à M. Guillaume KRABAL à compter de la 7<sup>ème</sup> question), Vice-présidents ;

M. Philippe CHABRIER (pouvoir à M. David BAUDON), Mme Katherine CHIPOFF (à la 2<sup>ème</sup> question), Mme Viviane COTTREAU-GONZALES représentée par sa suppléante Mme Séverine COURTOIS, M. Thibaut GUIRAUD (à compter de la 39<sup>ème</sup> question), Mme Marie NEDELLEC (pouvoir à M. Sébastien BEROT), et Mme Chantal SUBRA (pouvoir à Mme Line MEODE), Conseillers délégués ;

M. Tarik AZOUAGH (pouvoir à M. Pascal DAUNIT), Mme Michèle BABEUF (pouvoir à M. Jean-Pierre NIVET), Mme Lynda BEAUJEAN (pouvoir à Mme Marie-Gabrielle NASSIVET), Mme Catherine BENGUIGUI (pouvoir à M. Vincent COPPOLANI), M. David CARON (pouvoir à Mme Evelyne FERRAND), Mme Amaël DENIS (pouvoir à Mme ROUSSEL à compter de la 21<sup>ème</sup> question), Mme Hélène DE SAINT-DO (pouvoir à M. Antoine GRAU), Mme Nadège DESIR, M. Olivier GAUVIN (pouvoir à M. Franck COUPEAU), M. Didier GESLIN (pouvoir à M. Bertrand AYRAL), M. Dominique GUÉGO (à compter de la 21<sup>ème</sup> question), Mme Fabienne JARRIAULT (pouvoir à M. Marc MAIGNE),

Mme Frédérique LETELLIER (à compter de la 39<sup>ème</sup> question), Mme M. Jean-Marc SOUBESTE jusqu'à la 16<sup>ème</sup> question), Mme Françoise GALERNEAU jusqu'à la 4<sup>ème</sup> question puis absente à compter de la 39<sup>ème</sup> question), Mme Marie-Christine MILLAUD (pouvoir à M. Tony LOISEL), Mme Gwendoline NEVERS (pouvoir à M. Pascal SABOURIN), M. Hervé PINEAU (pouvoir à Mme Martine RENAUD jusqu'à la 38<sup>ème</sup> question), Mme Martine RENAUD (à compter de la 39<sup>ème</sup> question), Mme Jocelyne ROCHETEAU (à compter de la 39<sup>ème</sup> question), M. El Abbes SEBBAR (pouvoir à M. Gérard BLANCHARD), M. Jean-Marc SOUBESTE (à compter de la 17<sup>ème</sup> question), Mme Tiffany VRIGNAUD (pouvoir à M. Jean-Claude COSSET), Conseillers communautaires ;

**Secrétaire de séance** : Mme Josée BROSSARD

n° 41

## **CLEAR CHANNEL FRANCE – CONCESSION DE SERVICE PUBLIC POUR L'INSTALLATION, LA MAINTENANCE, L'ENTRETIEN ET L'EXPLOITATION COMMERCIALE DES ABRIS – RAPPORT ANNUEL 2021**

Rapporteur : M. AYRAL

***Il s'agit de soumettre à appréciation le rapport d'activité 2021 du délégataire CLEAR CHANNEL FRANCE dans le cadre de son contrat de concession de service public 2019 - 2034***

En application des dispositions de l'article L 1411-3 du Code Général des Collectivités Territoriales et de l'article 33 de l'ordonnance n° 2016-65 du 29 janvier 2016, ratifiée par l'article 40 de la loi 2016-1691 du 9 décembre 2016 relative à la transparence, à la lutte contre la corruption et à la modernisation de la vie économique, la Société CLEAR CHANNEL France, titulaire du contrat de concession de service public pour l'exploitation commerciale des abris du réseau Yélo, doit rendre compte annuellement de l'état d'exécution des orientations fixées par la Communauté d'Agglomération de La Rochelle (CdA).

Ce document est établi afin d'apprécier les conditions d'exécution du service et comprend les éléments suivants :

- les différents abris implantés sur le territoire,
- les opérations de maintenance préventive et curative réalisées,
- le bilan de la sinistralité,
- le compte d'exploitation de l'année N-1 précisant le prévisionnel de l'année N,
- liste des abris,
- les principales actions en termes de développement durable.

Les éléments 2021 du rapport d'activité de la Société CLEAR CHANNEL France, titulaire du contrat de concession de service public pour l'exploitation des abris Yélo sont joints en annexe.

Les éléments marquants sont les suivants :

### **Les abris implantés**

Depuis Juillet 2020, l'exploitation des abris est assurée par Clear Channel France. A ce jour, 463 abris ont été installés soit :

- 257 abris avec caissons publicitaires fixes
- 49 abris avec caissons publicitaires déroulants
- 146 abris sans caisson publicitaire
- 11 abris « casquette » sans retour de vitre

La répartition minimale de 2/3 d'abris publicitaires et d'1/3 d'abris bien remplie.

Pour rappel, les abris sont propriété de l'Agglomération de La Rochelle.

### **Bilan financier de Clear Channel**

Le Chiffre d'affaires 2021 est de 876 018 € correspondant aux recettes publicitaires. La prévision était de 850 000 €. Des coûts directs et indirects de 893 888 €.

Le bilan financier de 2021 est donc négatif : **-17 870 €**. A noter que ce bilan était négatif de plus de 160 000 € en 2020. Ceci est imputable à la crise sanitaire qui a infligé des campagnes publicitaires moindres alors que le potentiel publicitaire était au rendez-vous dès 2019.

Les comptes prévisionnels pour l'année 2022 annoncent des recettes supérieures à 2021 avec une recette attendue de l'ordre de 905 000 €. Néanmoins, c'est un résultat négatif de moins de 10 000 € qui est prévu. En effet, les recettes publicitaires attendues ne sont pas encore à la hauteur des estimations prévues au contrat, qui avoisinaient plus de 1,08 M€ en 2022.

Après délibération, le Conseil communautaire décide :

- de prendre acte du rapport d'activités 2021 de la société CLEAR CHANNEL France ci-joint.

POUR EXTRAIT CONFORME  
POUR LE PRÉSIDENT ET PAR DÉLÉGATION  
LE VICE-PRESIDENT  
**Antoine GRAU**

*Signé électroniquement*

### **Délais et voies de recours**

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Poitiers dans le délai de deux mois suivant la publication et/ou la notification. Le recours peut également être déposé sur l'application internet Télérecours citoyens à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). La délibération peut également faire l'objet d'un recours administratif auprès du Maire dans le même délai ; en cas de réponse négative ou en cas d'absence de réponse dans un délai de deux mois, le demandeur dispose d'un nouveau délai de deux mois pour introduire un recours contentieux.

| en €  | 2020             | 2021            |                 |               | 2022           |               |
|---|------------------|-----------------|-----------------|---------------|----------------|---------------|
|   | Réel             | Prévisionnel    | Réel            | Variation     | Prévisionnel   | var. vs 2021  |
| <b>Total CA</b>                               | <b>698 499</b>   | <b>850 000</b>  | <b>876 018</b>  | <b>26 018</b> | <b>905 000</b> | <b>28 982</b> |
| Frais de Personnel Afficheurs                 | 43 170           | 49 983          | 49 983          | -             | 50 983         | 1 000         |
| Coûts plateformes                             | 37 457           | 33 624          | 40 546          | 6 922         | 50 024         | 9 478         |
| Sous-traitance et Artisans                    | 48 457           | 44 490          | 58 895          | 14 405        | 60 234         | 1 338         |
| Coûts directs de production                   | 2 253            | 1 900           | 4 856           | 2 956         | 4 316          | (540)         |
| Frais techniques                              | 3 900            | 2 646           | 5 266           | 2 620         | 9 455          | 4 189         |
| Frais de Personnel Exploitation               | 111 360          | 118 093         | 118 093         | -             | 120 455        | 2 362         |
| <b>Sous-total coûts directs de Production</b> | <b>246 598</b>   | <b>250 736</b>  | <b>277 639</b>  | <b>26 903</b> | <b>295 467</b> | <b>17 828</b> |
| Sécurité - Environnement                      | 1 571            | 321             | 171             | (150)         | 300            | 129           |
| Maintenance Structures                        | 1 636            | 1 567           | 1 073           | (494)         | 1 587          | 514           |
| <b>Sous-total coûts de Maintenance</b>        | <b>3 208</b>     | <b>1 888</b>    | <b>1 244</b>    | <b>(644)</b>  | <b>1 886</b>   | <b>642</b>    |
| <b>Redevances fixes</b>                       | <b>522 990</b>   | <b>523 017</b>  | <b>523 017</b>  | <b>-</b>      | <b>523 070</b> | <b>53</b>     |
| <b>Sous-total Coûts Directs</b>               | <b>772 796</b>   | <b>775 640</b>  | <b>801 899</b>  | <b>26 259</b> | <b>820 422</b> | <b>18 523</b> |
| Frais de Personnel Ventes                     | 89 256           | 91 989          | 91 989          | -             | 93 829         | 1 840         |
| <b>Sous-total coûts Marketing</b>             | <b>89 256</b>    | <b>91 989</b>   | <b>91 989</b>   | <b>-</b>      | <b>93 829</b>  | <b>1 840</b>  |
| <b>Sous-total Coûts Indirects</b>             | <b>89 256</b>    | <b>91 989</b>   | <b>91 989</b>   | <b>-</b>      | <b>93 829</b>  | <b>1 840</b>  |
| <b>Total Coûts Directs + Indirects</b>        | <b>862 052</b>   | <b>867 629</b>  | <b>893 888</b>  | <b>26 259</b> | <b>914 251</b> | <b>20 363</b> |
| <b>EBITDA</b>                                 | <b>(163 553)</b> | <b>(17 629)</b> | <b>(17 870)</b> | <b>(241)</b>  | <b>(9 251)</b> | <b>8 619</b>  |
| <i>Taux de marge (EBITDA / CA)</i>            | <b>-23,4%</b>    | <b>-2,1%</b>    | <b>-2,0%</b>    |               | <b>-1,0%</b>   |               |
| <b>TOTAL Frais de Personnel</b>               | <b>243 786</b>   | <b>260 065</b>  | <b>260 065</b>  | <b>-</b>      | <b>265 266</b> | <b>5 201</b>  |

## Rapport d'activité 2021 : Note financière

Les données sont établies en vision calendaire du 1<sup>er</sup> janvier 2021 au 31 décembre 2021.

### 1) Produits d'exploitation

Le chiffre d'affaires s'élève à 876 018€ en 2021.

### 2) Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont réparties entre les postes suivants : coûts directs de production, coûts de maintenance, coûts marketing. Enfin, est pris en compte la redevance versée à la ville. Le total des coûts s'élève en 2021 à 893 888€.

#### a. Coûts directs d'exploitation

##### i. Frais de personnel

Ces frais comprennent les frais de personnel afficheurs et les frais de personnel exploitation, calculés au prorata du temps passé sur le contrat par employé pour 168 076€.

##### ii. Coûts de production et maintenance

Ces frais sont calculés à partir de la clé de répartition suivante : poids du chiffre d'affaires du contrat par le chiffre d'affaires régional. Les coûts sont comptabilisés au niveau régional, et pour être impactés au contrat le ratio du chiffre d'affaires est utilisé.

Les coûts directs de production comprennent donc les coûts des plateformes pour la préparation des affiches, les coûts de sous-traitance, des coûts directs de production comprenant le transport des affiches, et les frais techniques pour la production des affiches pour 109 563€.

Les coûts de maintenance comprennent les coûts de sécurité – environnement comprenant les coûts d'équipements de sécurité, ainsi que les coûts de maintenance des structures, pour 1 244€.

#### b. Coûts indirects d'exploitation

##### i. Frais de personnel

Ces frais représentent les coûts indirects des commerciaux travaillant sur l'exploitation du contrat pour 91 989€

#### c. Redevance

La redevance annuelle s'élève à 523 017€ pour l'année 2021.